

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

PROGRAMME ESTHER

TERMES DE REFERENCE

TABLE RONDE AVEC LE MINISTERE DE LA SANTE

« Réduction des risques chez les consommateurs de drogues injectables : Enjeux et défis en 2015 »

Préambule

L'Afrique de l'Ouest n'est plus seulement une zone de transit de drogues en provenance d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud en route vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Elle est devenue un lieu de consommation (de cannabis, de cocaïne et d'héroïne) et de production (stimulants de type amphétamine)

Au Sénégal, suite à une enquête en 2011 estimant la population de Consommateurs de Drogues Injectables (CDI) ainsi que la prévalence et les pratiques à risques VIH, VHB et VHC dans la région de Dakar (ANRS 12 243/IMEA/CNLS, 2011), les CDI ont été inclus comme cible prioritaire dans le Plan Stratégique National de Lutte contre le Sida 2011-2015 en raison des taux élevés de prévalence VIH retrouvés au sein de cette population.

En effet, les infections sont fréquentes au sein des CDI sénégalais avec notamment celle du VIH qui est de 5,2 % quelque soit le mode de consommation (13% pour les femmes et 3% pour les hommes). Chez les injecteurs actuels ou ayant eu des pratiques d'injection, la prévalence du VIH est de 9,4 % (21,1% pour les femmes et 7,5 % pour les hommes) et cette prévalence reste élevée (2,5%) parmi ceux qui n'ont jamais utilisé la voie injectable. La prévalence de l'infection à VHC est de 38,9 % parmi les injecteurs (actuels ou ayant eu des pratiques d'injection) et de 18% parmi ceux qui n'ont jamais utilisé la voie injectable.

En raison de ces résultats inquiétants, une stratégie nationale de lutte contre l'infection à VIH et autres comorbidités chez les consommateurs de drogues injectables incluant des acteurs du secteur public et de la société civile a également été élaborée.

Dans la continuité de ces actions de réduction des risques un partenariat technique et financier (ESTHER, Mairie de Paris, ONUDC etc.), a permis la mise en place d'un Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar (CEPIAD) au niveau du CHNU de Fann, premier centre consacré aux addictions en Afrique de l'Ouest.

Contexte et justification de la table ronde

Malgré ces efforts considérables engagés par les autorités de santé sénégalaises, des contraintes importantes demeurent dans le programme de réduction des risques envers les consommateurs de drogues injectables. Parmi ces contraintes, on peut citer l'accès aux soins

et la prise en charge des jeunes, des femmes et des populations doublement exposées de par leur orientation sexuelle ou des pratiques à risque (hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, professionnelles du sexe en particulier), on peut également mentionner l'environnement social et légal défavorable à une prise en charge holistique des consommateurs de drogues injectables.

Objectif général

L'objectif de la table ronde est de faire un plaidoyer afin d'améliorer la prise en charge globale des consommateurs de drogues injectables et d'avoir ainsi un impact sur la prévalence de l'infection par le VIH.

Objectifs spécifiques :

1. Partager les connaissances sur la situation épidémiologique, sur les risques liés à la consommation de drogues injectables ainsi que sur le concept de réduction des risques au sein de ces populations;
2. Partager les résultats des activités menées par le secteur public et la société civile envers les CDI
3. Identifier les gaps programmatiques
4. Créer un environnement favorable à la prise en charge des CDI dans le respect de leurs droits humains

Résultats attendus

- 1 Les risques liés à la consommation de drogues injectables et les activités de réduction des risques spécifiques à la population de CDI sont identifiés au niveau national
- 2 Les interventions développées pour les CDI au Sénégal sont partagées
- 3 Des stratégies pour créer un environnement favorable à la prise en charge des CDI sont proposées

Organisation

Participants : 60 personnes : Ministère de la Santé (direction générale de l'action sociale), Ministère de la Justice (administration pénitentiaire, direction des affaires criminelles et des grâces, parquet), Ministère de l'Intérieur , Ministère des forces armées (haut commandement), Parlementaires (commission santé et finances), CILD, OCRTIS, DPJ (direction de la police judiciaire), OMS, ONUDC, ESTHER, CHNU de Fann, CNLS, Division de Santé Mentale, DLSI, Association des Femmes Juristes, FONSELUD, RADOVIS, ASRDR, ANCS, RENAPOC, Coopération française, Réseau des journalistes (santé et drogues), Conseil économique social et environnemental (CESE, commission santé), Ordre des médecins, des pharmaciens et , dentistes, organisations de défense des droits humains (RADDHO, Amnesty international, Ligue sénégalaise des droits de l'homme)

Durée : 1 matinée

Date : 26 Juin 2015

Lieu : Terrou Bi

Méthodologie :

- Présentations suivies de discussions
- Table ronde sur les mesures à mettre en place devant les enjeux et défis liés à la réduction des risques chez les consommateurs de drogues injectables